

## Zimbabwe/Après l'éviction du vice-président

# Le chef de l'armée met en garde le parti de Mugabe

AFP  
Harare/Zimbabwe

LE chef de l'armée zimbabwéenne a dénoncé hier l'éviction du vice-président du pays, Emmerson Mnangagwa, et réclamé la "fin" de ce qu'il a qualifié de purge au sein du parti présidentiel Zanu-PF, prévenant que l'armée pourrait "intervenir".

M. Mnangagwa, longtemps pressenti comme un possible dauphin du président Robert Mugabe dont il est un de ses anciens fidèles, a été démis de ses fonctions de vice-président la semaine dernière, après un bras de fer avec la première dame, Grace Mugabe, qui se retrouve désormais en position

idéale pour succéder à son époux âgé de 93 ans.

"La purge actuelle qui vise clairement les membres du parti (Zanu-PF) qui ont été engagés dans la guerre d'indépendance doit cesser immédiatement", a déclaré le général Constantino Chiwenga lors d'une conférence de presse au quartier général de l'armée.

Environ 90 hauts responsables de l'armée y ont assisté.

"Nous devons rappeler à ceux derrière ces dangereuses manigances que lorsqu'il s'agit de protéger notre révolution, l'armée n'hésitera à intervenir", a-t-il martelé.

Cette déclaration particulièrement forte et rare du chef de l'armée intervient alors qu'Emmerson Mnangagwa, 75 ans, a fui le Zimbabwe pour l'Afrique du



Photo : AFP

Le chef de l'armée, le général Constantino Chiwenga : "La purge actuelle qui vise clairement les membres du parti (...) doit cesser immédiatement".

Sud, selon ses proches. M. Mnangagwa, qui a reçu le soutien des anciens combattants de la guerre d'indépendance au Zimbabwe, entretient des liens étroits avec les militaires.

Après son éviction, il avait promis de défier Robert et

Grace Mugabe, les accusant de se prendre pour des "demi-dieux". Il a assuré qu'il "reviendrait au Zimbabwe pour diriger" la Zanu-PF, qui n'est pas "la propriété personnelle" des Mugabe.

La réponse du régime ne

s'est pas fait attendre : quelques heures plus tard, il a été exclu du parti, qui tient son congrès en décembre. A cette occasion, Grace Mugabe, une figure très controversée, pourrait être nommée à un des deux postes de vice-président qui est désormais vacant.

Robert Mugabe contrôle d'une poigne de fer le Zimbabwe depuis près de quatre décennies, mais l'éviction d'Emmerson Mnangagwa pourrait avoir des répercussions incontrôlables à l'approche des élections générales de 2018.

M. Mugabe a déjà été investi par la Zanu-PF en dépit de son grand âge et sa santé fragile. Il est aujourd'hui le plus vieux dirigeant au monde.

## Sénégal/Au forum sur la paix et la sécurité en Afrique

# Des dirigeants appellent à permettre au continent d'assumer sa propre sécurité

AFP  
Dakar/Sénégal

DES dirigeants africains ont appelé hier à aider leurs Etats à assurer leur propre sécurité, y compris par une adaptation des interventions internationales aux réalités locales, à l'ouverture du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique.

"La réponse militaire doit être solidaire et globale pour ne laisser aucun sanctuaire aux groupes terroristes", a déclaré le président sénégalais Macky Sall lors de l'ouverture de cette quatrième édition du Forum, en présence de ses homologues rwandais Paul Kagame et

malien Ibrahim Boubacar Keïta.

"Le risque aujourd'hui, c'est de voir des terroristes vaincus ailleurs chercher des zones de repli en Afrique", a dit M. Sall, en référence notamment aux revers subis par le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

"Il faut se garder des solutions toutes faites, conçues sans les Africains", a-t-il souligné. "Les conséquences de ces interventions, nous les vivons au Sahel, sont souvent pires que le mal qu'elles étaient censées soigner. Chaque pays a une histoire, une expérience et des spécificités dont il convient de tenir compte", a-t-il ajouté, en allusion à l'intervention occidentale en Libye en 2011.



Photo : AFP

Parmi les intervenants au forum de Dakar, le président rwandais Paul Kagame, qui doit prendre la tête de l'Union africaine (UA) en 2018.

La ministre française des Armées, Florence Parly, a pour sa part salué la mémoire des victimes des attentats du 13 novembre 2015, qui ont fait 130 morts dans la capitale française Paris et sa banlieue (lire par ailleurs).

"Nous n'oublions pas que nos amis africains savent ce que signifie d'être frappé dans sa chair par la barbarie terroriste", a-t-elle dit, réitérant le soutien de la France à la "force conjointe" de lutte contre les jihadistes que sont en

train de constituer les pays du G5 Sahel (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso et Mauritanie).

"L'idée (de cette force, NDLR) moquée, raillée au départ, a je crois aujourd'hui convaincu de sa pertinence", a affirmé de son côté M. Keïta, président en exercice du G5 Sahel.

M. Kagame, qui présidera en 2018 l'Union africaine (UA), a exhorté ses pairs africains à se prendre en main. "Si nous laissons les autres définir nos défis et prendre la responsabilité de régler nos problèmes, nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes", a-t-il lancé, tout en reconnaissant l'importance de la coopération internationale.

## Cameroun/Troubles en zone anglophone

# Des bombes artisanales mais pas de victime

AFP  
Yaoundé/Cameroun

QUATRE bombes artisanales ont explosé dans la nuit de dimanche à hier, sans faire de victime, à Bamenda, dans le nord-ouest du Cameroun, un des épicentres de la crise politique qui secoue la partie anglophone du pays depuis plusieurs mois, a appris l'AFP de sources concordantes.

"Quatre bombes artisanales ont explosé à Bamenda, l'une vers 21H00 (même heure au Gabon) et les trois autres à partir de 3H00 du matin", a rapporté une

source proche des services de sécurité jointe depuis Yaoundé.

"Ces explosions n'ont pas fait de victime. Elles ont laissé des trous sur les différents lieux", a ajouté cette source ayant requis l'anonymat. L'information a été confirmée par une source sécuritaire jointe depuis Yaoundé.

Une des explosions s'est produite à proximité du Groupement mobile d'intervention (GMI), une unité de police. Une autre a été enregistrée près de Food Market, un supermarché bien connu localement, alors que les deux autres engins ont ciblé un carrefour de la ville et une

rue voisine de la Commercial Avenue, le centre des affaires, toujours selon ces mêmes sources.

Un couvre-feu est actuellement en vigueur de 22H00 à 5H00 à Bamenda jusqu'au 23 novembre. La situation sécuritaire s'est dégradée ces derniers jours dans les régions anglophones, confrontées à une grave crise socio-politique depuis un an.

Quatre militaires ont été tués en moins d'une semaine : trois gendarmes tués par balles dans la région administrative du Nord-Ouest et un militaire égorgé dans la région voisine du Sud-Ouest. Le gouvernement a attribué ces

attaques aux séparatistes anglophones qui militent pour l'indépendance de ces régions, désignant un mouvement sécessionniste connu sous le nom de "Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front" (Scacuf).

Dans un communiqué publié le 9 novembre sur son compte twitter, Sisiku Ayuk Tabe, "président" auto-proclamé de "l'Ambazonie", l'Etat que les séparatistes anglophones disent avoir créé, a pour sa part condamné ces assassinats et a assuré qu'ils avaient été perpétrés par "des individus inconnus du gouvernement intérimaire ambazonien".

Depuis l'étranger, les leaders sécessionnistes ont cependant appelé les populations locales à former des groupes d'autodéfense pour combattre ce qu'ils qualifient de "force d'occupation", en référence aux milliers de policiers et soldats déployés par les autorités.

Observateurs et analystes ont exprimé ces dernières semaines leur crainte de voir la crise tourner à l'"insurrection armée", à l'image du centre d'analyse International crisis group (ICG), qui avait appelé mi-octobre le président camerounais Paul Biya à "prendre ses responsabilités" et "agir vite".

## L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice.** Un ex-vice-ministre condamné à une amende pour agression L'ancien vice-ministre sud-africain de l'Education, reconnu coupable d'avoir agressé plusieurs femmes dans une boîte de nuit, a été condamné hier à payer une amende de 6 000 euros (3,9 millions de francs), cette décision provoquant la colère de militants dans ce pays où les violences faites aux femmes sont un fléau.

• **Egypte/Accident.** Crash de Charm el-Cheikh : ordonnance de non-lieu



Photo : AFP

Près de 14 ans après le crash d'un Boeing 737 qui s'était abîmé en mer au large de Charm el-Cheikh (Egypte), faisant 148 morts dont 134 Français, le juge chargé de l'enquête en France a ordonné un non-lieu.

• **RDCongo/Accident.** 33 morts dans le sud-est

Les autorités congolaises ont confirmé hier que l'accident d'un train de marchandises qui a déraillé et pris feu la veille dans le sud-est de la RDC avait tué 33 passagers clandestins et blessé 26 autres.

• **Somaliland/Politique.** Quel président ?



Photo : AFP

Les électeurs de la République autoproclamée du Somaliland votaient hier pour élire leur président, avec l'espoir que cette troisième élection démocratique depuis la déclaration d'indépendance du reste de la Somalie en 1991 renforcera leur quête de reconnaissance internationale.

• **Togo/Crise.** Encore des manifestations à venir !

L'opposition togolaise a appelé dimanche soir à trois nouvelles journées de manifestations contre le pouvoir du président Faure Gnassingbé, qui fait face depuis près de trois mois à une contestation populaire dans tout le pays.